

## **MINISTÈRE DE LA JUSTICE COUR D'APPEL DE BOURGES**

### **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)**

**Marché public de travaux : réfection et mise en sécurité incendie du  
Tribunal judiciaire de Châteauroux**

**Lot 1 : Menuiserie  
Lot 2 : Electricité, Courant faible- courant fort  
Lot 3 : Désenfumage**

<b><u>CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES .....</u></b>	<b><u>4</u></b>
ARTICLE PREMIER. OBJET ET DISPOSITIONS GENERALES .....	4
1-1. Objet du marché .....	4
1-2. Décomposition en lots .....	4
1-3. Intervenants et forme des notifications .....	4
<b>1-3-1 Identifiants</b> .....	<b>4</b>
1-4. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel .....	8
1-5. Contrôle des coûts de revient .....	9
1-6. Dispositions générales .....	9
1-7. Clauses de réexamen du marché public .....	12
1-8 Ordres de service .....	12
1-9. Propriété intellectuelle .....	12
ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE .....	12
ARTICLE 3. PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES .....	13
3-1. Tranche(s) optionnelle(s) .....	13
3-2. Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes .....	13
<b>3-2.8.1 Prestations extérieures aux bâtiments</b> .....	<b>16</b>
<b>3-2.8.2 Equipement des bâtiments proprement dits</b> .....	<b>16</b>
<b>3-2.8.3. Entretien</b> .....	<b>16</b>
3-3. Variation dans les prix .....	17
3-4. Modalités particulières de paiement .....	18
3-5. Modalités de fixation des prix des prestations supplémentaires ou modificatives .....	19
3-6. Augmentation du montant des travaux .....	19
ARTICLE 4. DELAI DE REALISATION .....	19
ARTICLE 5 - PENALITES .....	20
ARTICLE 6. AVANCES .....	21
ARTICLE 7. PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS .....	22
7-1. La provenance .....	22
7.2. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits .....	22
ARTICLE 8. PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX .....	23

8-1. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux.....	23
8-2. Etudes d'exécution des ouvrages .....	23
8-3. Echantillons - Notices techniques - Procès verbal d'agrément .....	24
8-4. Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers .....	24
8-5. Sujétions résultant de l'exploitation du domaine public ou privé .....	25
8-6. Registre de chantier .....	25
ARTICLE 9. CONTROLES ET RECEPTIONS DES TRAVAUX.....	25
9-1. Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux.....	25
9-2. Réception (cf article du CCTP).....	26
9-3. Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d'ouvrage.....	26
9-4. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages .....	26
9-5. Documents fournis après exécution (cf article du CCTP).....	26
9-5 Délai de garantie .....	27
9-6 Garanties particulières .....	27
ARTICLE 10. RESILIATION.....	27
ARTICLE 11. OBLIGATION DE RENSEIGNEMENT D'UN QUESTIONNAIRE DIVERSITE- EGALITE FEMMES HOMMES AVANT LA FIN DU MARCHE .....	28
ARTICLE 12. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX .....	29

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.

## ARTICLE PREMIER. OBJET ET DISPOSITIONS GENERALES

### 1-1. Objet du marché

Les prestations relèvent de la catégorie 2 au sens de l'article R.4532-1 du code du travail. Elles concernent : les travaux

Le lieu d'exécution des prestations est le tribunal judiciaire de Châteauroux, place Lucien Germereau, 36000 Châteauroux.

### 1-2. Décomposition en lots

L'opération de travaux est allotie, les prestations portent sur 3 lots désignés ci-après qui sont traités par **marchés à lots séparés** :

Désignation des lots	
Lot n° 1	Menuiserie
Lot n° 2	Electricité, courant faible courant fort
Lot n°3	Désenfumage

### 1-3. Intervenants et forme des notifications

#### 1-3-1 Identifiants

**Acheteur public** : Etat – Ministère de la Justice, représenté par Monsieur le premier Président de la Cour d'appel de Bourges et Monsieur le Procureur général près ladite Cour.

**Représentant du Pouvoir Adjudicateur et Ordonnateur secondaire** : et habilitée à donner des renseignements prévus aux article R.2191-59 et suivant du CCP : Monsieur le premier Président de la Cour d'appel de Bourges et Monsieur le Procureur général près ladite Cour. En cas d'absence ou d'empêchement, les chefs de cour sont représentés par le directeur délégué à l'Administration Régionale Judiciaire de la Cour d'appel.

**Personne habilitée à donner des renseignements prévus aux articles R. 2191-59 et suivants du code de la commande publique :**

Monsieur le premier Président de la Cour d'appel de Bourges et Monsieur le Procureur général près ladite Cour ;

**Personne habilitée à recevoir des documents devant être adressés à la Personne Publique :**

Cour d'Appel de Bourges / Service administratif régional / Bureau de l'immobilier

8, rue des Arènes – CS 60138 - 18021 BOURGES CEDEX

Mme Cyrielle HOUÉE, responsable de la gestion du patrimoine immobilier

Tel : 06 01 14 68 30 / Mel : rgpi.sar.ca-bourges@justice.fr

**Responsable du suivi de l'exécution du marché (RSEM) coordinateurs :**

Le directeur délégué à l'administration régionale judiciaire ou le responsable de la gestion budgétaire et pour le suivi technique, le responsable de la gestion du patrimoine immobilier ou le technicien immobilier, au Service Administratif Régional (S.A.R) de la Cour d'Appel de Bourges.

Ceux-ci auront en charge le suivi et le contrôle des prestations aussi bien sous l'aspect de la facturation, de la gestion globale du marché, des prestations de pilotage, de la gestion des pénalités.

**Responsable du suivi de l'exécution du marché (RSEM) local :**

Le directeur de greffe, le directeur de greffe adjoint du Tribunal judiciaire,

Le RSEM aura en charge le suivi de l'exécution des prestations sur les différents sites dont il a la charge. Il contrôle, effectue le lien opérationnel et est l'interlocuteur privilégié du titulaire afin de réaliser les prestations.

**Titulaire :**

Le Titulaire du marché est le prestataire de service qui conclut le marché avec la personne publique.

Représentant du titulaire : le titulaire du marché désignera, dès la notification du marché, une ou plusieurs personnes ayant qualité pour le représenter vis à vis de la personne publique.

Dans le cas où les candidatures et les offres sont présentées dans le cadre d'un groupement d'opérateurs économiques, l'un de opérateurs membres du groupement désigné dans la candidature et dans l'offre comme mandataire et justifie des habilitations nécessaires, représente l'ensemble des membres vis à vis de l'acheteur et coordonne les prestations des membres du groupement.

Dans le cadre d'un groupement conjoint, le mandataire est solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du maître d'ouvrage.

**Comptable public :**

DRFIP 21 – 1 bis Place de la Banque – 21000 DIJON

**1-3.2.** Désignation de sous-traitants en cours de marché

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1-6.3. ci-après.

Il est rappelé que le titulaire demeure le seul interlocuteur du représentant du pouvoir adjudicateur, et assume l'entière responsabilité des prestations objet du marché devant la personne publique comme devant les tiers.

**1-3.3.** Maîtrise d'œuvre et coordination SSI

Le maître d'œuvre est :

**KERBEROS SSI**

33, rue Alphonse Assegond

27300 BERNAY

Tél : +33 6 85 69 90 37

laurent.jayer@kerberos-ssi.com

Il est chargé d'une mission comprenant :

- Mission Coordination SSI : phase conception et réalisation/réception ;
- Mission d'assistance technique : phase administrative et une phase assistance technique et réglementaire ;
- L'assistance au maître de l'ouvrage pour la passation des contrats de travaux (ACT) ;
- Le VISA des études d'exécution ;
- La direction de l'exécution des contrats de travaux (DET) ;
- L'assistance au maître de l'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la "Garantie de Parfait Achèvement" (AOR) ;
- Sauf stipulations contraires, la notification des décisions et communications du maître d'ouvrage est réalisée par le maître d'œuvre.

### **1-3.5.**Contrôle technique

La mission de CT sera assurée par un bureau d'étude : APAVE.

Désigné dans le présent marché sous le nom de « CT/contrôleur technique ».

### **1-3.6.** Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des Travailleurs (SPS)

Sans objet, sauf en cas de coactivité. Dans ce cas la désignation du CSPS sera notifiée aux différents titulaires.

### **1-3.7.** Ordonnancement, Coordination et Pilotage du Chantier (OPC)

Sans objet.

### **1-3.8** Autres intervenants

Sans objet.

### **1-3.9.** Représentation du maître d'ouvrage

Pour l'exécution du marché, le maître d'ouvrage est représenté, sous réserve de changement ultérieur, par : **Cyrielle HOUEE, responsable de gestion du patrimoine immobilier de la cour d'Appel de Bourges**, par délégation de Monsieur le directeur délégué à l'administration régionale.

Pour assumer les fonctions suivantes :

- ✓ La réception du contrat de sous-traitance et de ses avenants éventuels lorsqu'il en fait la demande. (CCAG art. 3.6.1.5)
- ✓ La réception d'une copie de la caution personnelle et solidaire mentionnée à l'article L.2193-14 du CCP. (CCAG art. 3.6.2.4)
- ✓ La réception de l'acte donnant délégation pour paiement aux sous-traitants indirects. (CCAG art. 3.6.2.6)
- ✓ La réception des demandes du titulaire de constatations contradictoires en cas de carences du maître d'œuvre et la fixation de la date des constatations. (CCAG art. 11.6)
- ✓ L'information par le titulaire de l'absence de transmission de l'état d'acompte par le maître d'œuvre. (CCAG art. 12.2.2)
- ✓ La réception de la mise en demeure par le titulaire d'établir le décompte général. (CCAG art. 12.4.2)
- ✓ La réception du décompte général. (CCAG art. 12.4.4)
- ✓ La communication des résultats des sondages pour le piquetage spécial. (CCAG art. 27.3.1)

- ✓ La réception du plan de prévention ou du PPSPS dans le cadre de l'article L4532-9 du code du travail. (CCAG art. 28.3)
- ✓ La réception de la demande du titulaire pour fixer la date des opérations préalables à la réception en cas de carence du maître d'œuvre. (CCAG art. 41.1.2)
- ✓ La réalisation des opérations préalables à la réception en cas d'absence du maître d'œuvre. (CCAG art. 41.1.2)

### **1-3.10.** Formes des notifications

Conformément à l'article 3.1.1 du CCAG, l'adresse postale ou électronique du titulaire (ou du mandataire du groupement) qui seront utilisées pour les notifications, sont celles mentionnées dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à son siège social, sauf si ces documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.

En complément de l'article 3.1 du CCAG, pour la bonne exécution des prestations, les parties veilleront tout au long de l'exécution du marché à ce que les adresses mails indiquées dans les documents particuliers du marché puissent assurer des échanges en temps réels.

En application de l'article 3.1.2 du CCAG, c'est la date et l'heure de réception de la première consultation du document qui a été adressé, mentionnées sur le récépissé généré par PLACE, qui sont considérées comme celles de la notification.

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, le maître d'ouvrage et/ ou le maître d'œuvre procéderont à la notification de toutes les informations par voie électronique : courriel avec accusé de réception. Ces accusés de réception permettront de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception de l'information.

A défaut de consultation de l'information par le destinataire, dans les huit jours à compter de l'envoi de l'information (ou de la mise à disposition des documents), les documents seront réputés avoir été notifiés à l'issue de ce délai.

Si l'information transmise au destinataire, ne mentionne pas de délai(s) celui-ci (ceux-ci) commencent à courir à 0 heure le lendemain de l'accusé de réception par le destinataire dans PLACE.

## **1-4. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel**

### **1-4-1** Obligation de confidentialité

En application de l'article 5-1 du CCAG, le titulaire s'engage à la plus grande discrétion concernant les éléments de toute nature qui lui sont communiqués par le maître d'ouvrage et s'interdit de les porter à la connaissance de quiconque sans autorisation préalable de ce dernier. La méconnaissance de cette obligation entraîne l'application de la pénalité définie à l'article 4.4 du présent CCAP.



#### **1-4-2** Sites sensibles

Site occupé par des utilisateurs, usagers et justiciables : les cartes professionnelles ainsi que les cartes d'identité seront demandées à tous les intervenants sur site.

#### **1-4-3** RGPD (Règlement général sur la protection des données)

En application de l'article 5-2 du CCAG, et d'une façon générale le titulaire est responsable du traitement des données personnelles qu'il réalise pour son propre compte et le Maître d'ouvrage est responsable du traitement des données personnelles qu'il communique au titulaire qui doit en assurer la confidentialité et la sécurité dans les conditions particulières définies dans le contrat. L'exécution du présent marché ne requérant pas pour le titulaire l'accès à des données personnelles détenues par le maître d'ouvrage ni le traitement de telles données, il n'est donc pas prévu de dispositions particulières à cet effet.

Toutefois, si en cours d'exécution du marché, le titulaire devait avoir accès à de telles données ou en assurer le traitement, il devra en alerter le Maître d'ouvrage afin de convenir ensemble des mesures particulières nécessaires à la protection de ces données dans le respect des exigences du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016.

En cas de carence du titulaire dans son devoir d'alerte, il sera fait application de la pénalité prévue à l'article 4.4 du présent CCAP.

### **1-5. Contrôle des coûts de revient**

Sans objet.

### **1-6. Dispositions générales**

#### **1-6.1.** Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du RSEM, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du RSEM, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 50.3.1 du CCAG.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés

étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée dès lors de la survenance d'un changement et ce jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

## **1-6.2. Responsabilités et Assurances**

### **1-6.2.1 Responsabilités**

D'une manière générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois règlements et normes en vigueur. A ce titre, le titulaire répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4-1 du code civil.

Le titulaire est tenu de produire au RSEM les polices et attestations spécifiant que son entreprise est assurée pour les responsabilités qui découlent de son activité spécifique dans le bâtiment judiciaire concerné et couvrant tous les risques dont il pourrait être reconnu pour responsable dans les conditions du droit commun, notamment : accident, incendie, explosion, vol, dégâts des eaux...

Le titulaire prévient le RSEM de toutes modifications dans ses qualifications et ses polices d'assurance.

Le(s) titulaire(s) mettant en œuvre des techniques non courantes s'engage(nt) à obtenir de son(leur) assureur de responsabilité décennale l'extension de garantie nécessaire.

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture d'un titulaire (ou de l'un de ses sous-traitants), le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à sa charge.

Le non-respect de ces obligations en cours d'exécution du marché peut entraîner la résiliation de plein droit du marché par le maître d'ouvrage.

### **1-6.2.2 Assurances de responsabilité civile décennale :**

Le contrat d'assurance est conforme à l'obligation d'assurance prévue par l'article L. 241-1 du code des assurances ainsi qu'aux clauses types énoncées à l'annexe 1 de l'article A 243-1 du même code.

S'agissant de la réalisation d'ouvrages dont le coût prévisionnel des travaux et honoraires est inférieur à 15 millions d'euros HT, le(s) titulaire(s) déclare(nt) avoir souscrit une police de responsabilité civile décennale en capitalisation en état de validité au jour de l'ouverture du chantier le(s) garantissant pour les travaux confiés.

Cette police comporte les garanties suivantes :

- Garantie effondrement avant réception,
- Responsabilité civile décennale y compris au profit des existants totalement incorporés et techniquement indivisibles,
- Dommages immatériels consécutifs à sinistres engageant la responsabilité civile décennale du titulaire ;

L(es) entreprise(s) titulaire(s) justifie(nt) de sa(leur) police d'assurances individuelle de responsabilité civile décennale par une attestation d'assurances conforme à l'article A 243-2 et suivants du code des assurances et émanant de sa(leur) société d'assurances.

Chaque entreprise devra être en mesure de justifier de l'état d'assurance de ses soustraitants au fur et à mesure de leur désignation. Les stipulations du contrat des dits sous-traitants devront prévoir au minimum, la couverture de la réparation des dommages de la nature de ceux qui engagent la responsabilité civile décennale des constructeurs au sens des articles 1792, 17922, et 1792-4-1 du Code civil.

### **1-6.3.** Réalisation de prestations similaires

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de confier à chaque titulaire la réalisation de prestations similaires à celles de leur marché, après passation d'un ou de plusieurs marchés négociés en application de l'article R.2122-7 du CCP.

### **1-6.4.** Clauses environnementales

Conformément à l'article n ° 20.2 du CCAG, les pièces particulières du marché fixent des prescriptions environnementales notamment pour la réduction des nuisances, la gestion des déchets, les modalités de transport, et la qualité environnementale des matériaux.

Les conditions d'exécution des marchés comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement et progrès social. Ces conditions sont les suivantes :

Lot	Conditions d'exécution
Lot n° 1, n° 2 et n°3	Tous déchets seront <b>triés, valorisés et recyclés</b> (exemple, les portes issues de secours, les détecteurs et les déclencheurs...)

### **1-6.5.** Autres dispositions générales

En complément de l'article 17.3 du CCAG, en cas de pertes, avaries ou dommages provoqués sur ses chantiers par un phénomène naturel qui n'était pas normalement prévisible ou en cas de force majeure, toute indemnisation du titulaire est en outre subordonnée à la preuve

que les sommes réclamées n'ont fait l'objet, et ne pouvaient faire l'objet, d'aucun règlement au titulaire par son ou ses assureurs.

## **1-7. Clauses de réexamen du marché public**

En application des articles L2194-1 et R.2194-1 du CCP, les clauses de réexamen du marché public seront les suivantes :

Un marché peut être modifié sans nouvelle procédure de mise en concurrence dans les conditions prévues par voie réglementaire, lorsque :

- 1° Les modifications ont été prévues dans les documents contractuels initiaux ;
- 2° Des travaux, fournitures ou services supplémentaires sont devenus nécessaires ;
- 3° Les modifications sont rendues nécessaires par des circonstances imprévues ;
- 4° Un nouveau titulaire se substitue au titulaire initial du marché ;
- 5° Les modifications ne sont pas substantielles ;
- 6° Les modifications sont de faible montant.

Qu'elles soient apportées par voie conventionnelle ou, lorsqu'il s'agit d'un contrat administratif, par l'acheteur unilatéralement, de telles modifications ne peuvent changer la nature globale du marché.

## **1-8 Ordres de service**

L'ordre de service est la décision du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage qui précise les modalités d'exécution de tout ou partie des prestations qui constituent l'objet du marché.

Les modalités de coopérations entre le Maître d'ouvrage et le Maître d'œuvre seront formalisés au plus tard durant la période de préparation.

## **1-9. Propriété intellectuelle**

Pour les prestations couvertes par des droits de propriété intellectuelle, les stipulations du chapitre 6 du CCAG s'appliquent.

## **ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE**

Les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité, les suivantes :

Pièces particulières :

- L'acte d'engagement (un par lot) **daté et signé par les représentants habilités des parties**, et son annexe 1 DPGF (une par lot) ;
- Le présent CCAP, comprenant les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants ;

- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP), assorti des documents ci-après :
  - Plans/dossier d'identité système de sécurité incendie du palais de justice ;
  - Cahier des charges fonctionnels ;
- L'offre technique du titulaire ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.
- Rapport initial du contrôle technique ;
- Diagnostic Amiante Avant Travaux ;
- Plan de situation ;
- Notice de sécurité incendie ;

### **Pièce générale**

Pour tout ce à quoi il n'est pas dérogé par les stipulations des pièces particulières, le marché sera régi par :

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de travaux passés par l'Etat (CCAG-Travaux), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

En cas d'incompatibilité ou de divergences d'interprétation entre les différentes pièces constitutives du marché, celles-ci prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

Chaque candidat téléchargeant le DCE s'engage au respect de la confidentialité comme défini à l'article 1-4.1 du présent CCAP.

## **ARTICLE 3. PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES** **VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES**

### **3-1. Tranche(s) optionnelle(s)**

Sans objet.

### **3-2. Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes**

**3-2.1.** Les prix du marché sont hors TVA et sont établis en tenant compte de l'ensemble des prescriptions définies dans les pièces du marché :

- sans que soient prises en compte les sujétions d'exécution suivantes : eau et électricité fourni par la maîtrise d'ouvrage dans le respect de la bonne gestion d'utilisation et de la bonne tenue de propreté des lieux ;
- En tenant compte notamment des sujétions d'exécution particulières : site occupé,
- intervenir conformément à la réglementation en zone amianté ou contenant du plomb (suivant le DAAT transmis),
- intervention en horaire décalée possible ;

- En tenant compte des sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution simultanée des différents lots visés au 1-2 ci-dessus ;
- En tenant compte des dépenses communes de chantier, si de telles dépenses sont prévues au 3-2.8 ci-après ;

**3-2.2.** Outre les facilités dont pourrait bénéficier l'entreprise pour l'installation de ses chantiers, en application du 8-4.1 ci-après, et par dérogation à l'article 9.1.1 du CCAG le maître d'ouvrage fournira à titre gratuit l'eau et l'électricité ainsi que les sanitaires ;

Toutefois, s'il est constaté des abus ou le non-respect des installations (désagrément, propreté, surconsommation, ...) ; la maîtrise d'ouvrage se laisse le droit d'interdire leur utilisation

**3-2.3.** Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché sont réglés par application d'un prix global forfaitaire.

Tout prix nouveau fait l'objet d'un OS signé du RSEM ou d'un avenant dans les conditions fixées à l'article 13 du CCAG.

En l'absence de la décision prévue à l'article 14.4.2 et par dérogation à l'article 14.4.3 du CCAG, le titulaire ne pourra exécuter aucune prestation au-delà du montant du marché sans un avenant ou un OS signé par le RSEM dans les conditions de l'article 13 du CCAG.

**3-2.4.** Sous-détail ou décomposition supplémentaire de prix

Sans objet.

**3-2.5.** Les modalités du règlement des comptes du marché sont les suivantes :

Si le RMO n'a pas notifié le décompte général dans les délais stipulés à l'article 12.4.2 du CCAG, par dérogation au 12.4.4 du CCAG, le titulaire met en demeure le RSEM d'y procéder avec copie au maître d'œuvre. L'absence de notification au titulaire du décompte général, signé par le RSEM dans un délai de 15 jours à compter de la réception de cette mise en demeure, autorise le titulaire à saisir le tribunal administratif.

Si un sous-traitant du titulaire met en demeure le maître d'ouvrage de lui régler directement certaines sommes qu'il estime lui être dues par le titulaire au titre du contrat de sous-traitance, en application des dispositions des articles L.2193-10 à L.2193-14 et R.2193-10 à R.2193-16 du CCP, le représentant du maître d'ouvrage peut retenir les sommes réclamées sur celles qui restent à payer au titulaire. Les sommes ainsi retenues ne portent pas intérêt.

Si le droit du sous-traitant est définitivement établi, le représentant du maître d'ouvrage paie le sous-traitant et les sommes dues au titulaire sont réduites en conséquence.

**3-2.6.** Modalités de transmission et de paiement

### 3-2-6-1 Modalités de transmission des pièces de paiement

Le terme "facture" désigne dans le présent marché "le projet de décompte"

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les titulaires de marchés conclus avec l'Etat.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant : <https://chorus-pro.gouv.fr> Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant : <https://communaute-chorus-pro.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées seront traitées par le Pôle Chorus 2 rue de Patay 45000 Orléans et devront comporter, les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP ainsi que :

- Le numéro de marché ;
- Le numéro de SIRET de l'Etat : 110 002 011 00044 ;
- Le destinataire : Cellule immobilière, Service administratif Régional de Bouges ;
- Le code du service exécutant de la dépense est **DSJPFGU045** ;
- Le numéro d'engagement juridique (EJ) « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché ».

### 3-2-6.2 Modalités de paiement

Le délai global de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

### **3-2.7.** Approvisionnements

Par dérogation à l'article 9.4 du CCAG, il n'est pas prévu de prise en compte des approvisionnements dans le versement des acomptes.

### **3-2.8.** Répartition des dépenses communes de chantier

Pour l'application de l'article 9.1 du CCAG, les dispositions suivantes sont retenues concernant les dépenses d'équipement de chantier :

### **3-2.8.1 Prestations extérieures aux bâtiments**

Les voies de circulation et les branchements nécessaires au chantier sont réputés exister et être utilisables.

Les autres dépenses nécessaires à l'exécution des travaux (clôtures, aires de stockage, panneaux de chantier, installations de chantier visées au 8-4.1 du présent CCAP, installations communes d'hygiène et repli des installations, sont à la charge **du lot n° 2**.

Ces dispositions sont également applicables aux voies de circulation et branchements lorsque ceux-ci n'existent pas ou sont inutilisables.

### **3-2.8.2 Equipement des bâtiments proprement dits**

#### **A. Cas général**

Les installations existantes sont réputées utilisables.

Les documents particuliers du marché précisent, le cas échéant, les contraintes d'utilisation et des installations que les intervenants ne sont pas autorisés à utiliser.

Si des installations nécessaires à l'exécution des travaux doivent être réalisées, ou lorsque les installations existantes ne peuvent être utilisées en l'état et doivent être aménagées ou complétées, chaque corps d'état prendra en charge la partie de prestation relevant de son lot.

Dans le cas particulier où, d'une part les branchements existent d'autre part les compteurs d'eau et d'électricité font défaut, l'installation de ceux-ci est à la charge de la ou des entreprises des lots spécialisés correspondants.

Dans les cas où les prestations indiquées dans les paragraphes ci-dessus ne relèvent d'aucun lot intervenant sur le chantier, elles sont exécutées au titre du compte prorata.

#### **B. Cas particulier des dispositifs de sécurité sur le chantier**

Chaque intervenant fournit et met en place les dispositifs de sécurité afférents aux travaux qu'il exécute.

L'intervenant qui, a déplacé un dispositif de sécurité collectif, a l'obligation et la charge de le remettre en place immédiatement.

Les dispositifs de sécurité mis en place par un intervenant pour ses propres prestations, ne peuvent être déplacés ou modifiés que par ce dernier.

### **3-2.8.3. Entretien**

#### **A. Installations existantes, mises à disposition des entreprises**

Les dépenses d'entretien relatives aux installations existantes mises à la disposition des entreprises sont portées au débit du compte prorata.



**B. Installations provisoires mises en place par les entreprises**

Le maintien en état de fonctionnement des installations citées aux A.1. et A.2. ci-dessus, est effectué et pris en charge par l'entreprise qui les a réalisées.

**3-3. Variation dans les prix**

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

**3-3.1.** Les prix sont fermes actualisables suivant les modalités fixées aux articles 3-3.3 et 3-3.4.

**3-3.2.** Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont établis sur la base des conditions économiques du mois fixé en page 1 de l'acte d'engagement. Ce mois est réputé correspondre à celui de la date à laquelle le candidat a fixé son prix remis dans son offre finale.

Ce mois est appelé "mois zéro" ( $m_0$ ).

**3-3.3.** Choix de l'index de référence

L'index de référence  $I$  choisi en raison de sa structure pour l'actualisation des travaux faisant l'objet de **l'ensemble des lots** est :

- BT18a pour le lot 1 Menuiserie,
- BT 47 pour le lot 2 Electricité courant faible – courant fort,
- BT50 pour le lot 3 Désenfumage ;

Ces index ou indices sont publiés sur le site internet de l'INSEE

**3-3.4.** Modalités d'actualisation des prix fermes actualisables

Le coefficient d'actualisation  $C_n$  applicable pour le calcul d'un acompte et du solde est donné par la formule ci-après, sous réserve que la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché soit postérieure de plus de 3 mois au mois d'établissement des prix :

$$C_n = I_{d-3} / I_0$$

avec  $I_0$  = Valeur de l'index de référence  $I$  prise au mois d'établissement des prix;

$I_{d-3}$  = Valeur de l'index de référence  $I$  prise au mois de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché moins 3 mois.

Lorsqu'une actualisation a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre actualisation avant l'actualisation définitive, laquelle intervient sur le premier règlement suivant la parution de l'index correspondant.

### **3-3.5.** Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard ont pour objet de réparer un préjudice subi par le maître d'ouvrage du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles. Elles sont situées hors du champ d'application de la TVA.

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA. Dans le cadre de la liquidation de la TVA,

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le maître d'ouvrage et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;
- Le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Le maître d'ouvrage règle le sous-traitant sur la base d'une facture hors taxe et la TVA correspondante est versée au titulaire qui procède à son autoliquidation. Dans le cas particulier de l'avance versée à un sous-traitant à paiement direct, le titulaire doit également autoliquider la TVA correspondante.

### **3-4. Modalités particulières de paiement**

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les dispositions suivantes :

- Le sous-traitant transmet une **demande de paiement** via Chorus Pro pour les prestations relevant de son périmètre (cadre de facturation A10). Le titulaire du marché dispose d'un délai de 15 jours pour la traiter.
- Dans le cadre des marchés de travaux, conformément à l'article 12.5.1 du **CCAG Marchés de travaux**, la **maîtrise d'œuvre** reçoit la demande de paiement du sous-traitant.
- Chorus Pro notifie par courriel au titulaire l'émission d'une demande de paiement d'un soustraitant.
- Dans tous les cas (acceptation, refus ou non intervention du titulaire dans Chorus Pro dans le délai de 15 jours), la demande de paiement est acheminée à la MOE. ;
- Le maître d'œuvre adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant ;
- Le maître d'ouvrage procède au paiement du sous-traitant dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-2.6 ci-dessus, compté à partir de la réception par le maître d'ouvrage de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai mentionné au deuxième alinéa si, pendant ce délai, le titulaire n'a

notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le maître de l'ouvrage de l'avis postal mentionné au troisième alinéa ;

- Le maître d'ouvrage informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant;
- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir au maître d'ouvrage une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;
- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

### **3-5. Modalités de fixation des prix des prestations supplémentaires ou modificatives**

Toute prestation supplémentaire ou modificative pour laquelle le marché n'a pas prévu de prix fait l'objet d'un ordre de service fixant provisoirement un prix nouveau. Cet OS fait suite à une consultation du titulaire par le Maître d'Œuvre et à un accord du Maître d'Ouvrage.

Dans le silence du titulaire dans un délai de 30 jours, à compter de la notification de l'OS, ces prix provisoires deviennent définitifs et ne font pas l'objet d'un avenant.

### **3-6. Augmentation du montant des travaux**

En l'absence de la décision prévue à l'article 14.4.2 et par dérogation à l'article 14.4.3 du CCAG, le titulaire ne pourra exécuter aucune prestation au-delà du montant du marché sans notification d'un OS préalable du Maître d'œuvre pris avec accord du Maître d'Ouvrage. Cet OS précise a minima le nouveau montant contractuel global autorisé.

En application de l'article 14.5 le Maître d'œuvre fait part au titulaire de l'estimation prévisionnelle qu'il fait de ce nouveau montant et des conséquences éventuelles sur le délai d'exécution du marché.

Les travaux qui seront exécutés au-delà de ce nouveau montant contractuel ne seront pas payés.

## **ARTICLE 4. DELAI DE REALISATION**

Les délais d'exécution propres à chacun des lots s'insèrent dans ce délai d'ensemble, conformément au calendrier détaillé d'exécution notifié avant le début du chantier.

Il est établi par le MOE après consultation des titulaires des différents lots.

- Le délai d'exécution propre à chacun des lots commence à courir à la date fixée dans le calendrier détaillé d'exécution.

- Au cours du chantier et avec l'accord des différents titulaires concernés, le MOE peut modifier le calendrier détaillé d'exécution.

La prolongation des délais d'exécution propres aux différents lots est régie par le CCAG.

## **ARTICLE 5 - PENALITES**

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG, les pénalités de retard ne sont pas plafonnées.

Les dispositions des articles 19.1.3 et 19.2.4 du CCAG s'appliquent à toutes les pénalités autres que retard d'exécution, sans qu'une mise en demeure préalable ne soit nécessaire, qui fera l'objet d'une mise en demeure.

Les pénalités pour retard d'exécution sont encourues sans suite à procédure contradictoire conformément à l'article 19.2.4 du CCAG.

Les pénalités s'appliquent à l'ensemble des lots du marché (lot 1, 2 et 3).

Les pénalités sont définies comme suivant :

Typologie	Montant	Conditions
<b>Pénalité journalière pour retard d'exécution</b>	100 €	Par dérogation à l'article 19.2 du CCAG : Retard sur le délai d'exécution propre au lot concerné comparativement au calendrier détaillé d'exécution (article 4 du CCAP).
<b>Pénalité journalière pour retard d'exécution sur les autres lots</b>	100 €	Lorsque le titulaire, bien qu'ayant terminé ses travaux dans le délai, a perturbé la marche du chantier ou provoqué des retards dans le déroulement des marchés relatifs aux autres lots.
<b>Pénalité journalière pour retard de fourniture des documents contractuels</b>	100 €	En cas de retard dans la fourniture des documents contractuels ou prévu par le DTU applicable.
<b>Pénalité forfaitaire pour absence aux réunions obligatoires : préparatoire, suivi et réception</b>	50 €	Les comptes-rendus de chantier valent convocation des entreprises dont la présence est requise. Les rendez-vous de chantier sont fixés par le maître d'œuvre. En cas d'absence à la réunion de chantier le titulaire encourt une pénalité

Typologie	Montant	Conditions
<b>Pénalités journalières pour non-respect des clauses sociales et environnementales</b>	100 €	En cas de non-respect des clauses sociales et environnemental, à compter de la mise en demeure.
<b>Pénalité forfaitaire pour non-respect des clauses de confidentialité</b>	100 €	En cas de non-respect des obligations de confidentialité fixées à l'article 1-4 du CCAP

L'unité journalière dans le cadre des pénalités est ouverte.

## ARTICLE 6. AVANCES

Une avance est accordée au titulaire à condition qu'il le signale dans l'acte d'engagement. Elle n'est due que sur la base du montant du marché diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, à un pourcentage du montant initial TTC du lot

Le pourcentage est fixé à :

Lot	Pourcentage du montant initial TTC du lot
Lot n° 1	20 %
Lot n° 2	20 %
Lot n°3	20%

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-2.6 ci-dessus compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du lot. La période de préparation est comprise dans la durée d'exécution du lot.

Conformément aux dispositions des articles R.2191-11 à R.2191-12 du CCP, le remboursement de l'avance, effectué par précompte au prorata sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du lot atteint 65 % du montant initial TTC du lot. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %. Si le taux de l'avance appliqué est supérieur ou égal à 30 %, le remboursement de l'avance intervient dès la première demande de paiement.

Pourcentage d'avance $T$	$T \leq 15\%$	$15\% < T \leq 30\%$	$T > 30\%$
Démarrage du remboursement d'avance	À partir de 65%	À partir de $(80 - T)\%$	À partir de 0% soit dès la première demande de paiement
Formule appliquée	On rembourse au maximum, sans dépasser le montant de la situation HT		

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le RMO. Le montant de cette avance est calculé sur le montant TTC des prestations sous-traitées. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

## **ARTICLE 7. PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS**

### **7-1. La provenance**

Le CCTP fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction.

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

### **7.2. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits**

Le CCTP définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCAG concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

Le CCTP précise quels matériaux, produits et composants de construction font l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières du titulaire ou de sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

## **ARTICLE 8. PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX**

### **8-1. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux**

Il est fixé une période de préparation durant laquelle il est procédé aux opérations suivantes

Par le maître d'œuvre : Visa des études d'exécution nécessaires pour le début des travaux.

Par les titulaires :

- Elaboration du calendrier d'établissement et des documents d'exécution en concertation avec le maître d'œuvre dans le délai de 20 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation ;
- Etablissement et mise au point par le titulaire du lot de son Schéma d'Organisation et de Gestion des Déchets (SOGED) ;
- Par dérogation à l'article 28.2.2 2<sup>ème</sup> alinéa du CCAG, établissement et présentation au visa du maître d'œuvre et copie au maître d'ouvrage, dans le délai de 20 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation :
  - ✓ Projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires,
  - ✓ Planning détaillé des travaux mentionnant le chemin critique des tâches à exécuter ;
  - ✓ SOGED ;
- **Pour tous les lots**, établissement du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) prévu à l'article L.4532-9 du code du travail. Cette obligation est applicable à chaque intervenant.

Par dérogation à l'article 28.2.2 3<sup>ème</sup> alinéa du CCAG, les travaux ne peuvent pas commencer avant l'obtention du/des visa(s) du maître d'œuvre et des récépissés des seules DICT indispensables au début des travaux

### **8-2. Etudes d'exécution des ouvrages**

Le CCTP et plans sont établies par le maître d'œuvre et remis au titulaire dans le DCE.

Le titulaire a parfaitement pris connaissance de l'ensemble des pièces techniques sur la base desquelles il a élaboré son offre.

Il admet que l'ensemble des études complémentaires, permettant la parfaite réalisation des travaux, procède des études d'exécution à sa charge.

Il constate que les documents qui lui ont été ainsi remis lui permettent de procéder aux études d'exécution qui lui incombent, sans pouvoir élever une quelconque réclamation relative à la qualité ou au caractère suffisant de ces documents.

Conformément à l'article 29.1.5 du CCAG, les travaux de chaque ouvrage ne peuvent pas commencer avant l'obtention du/des visa(s) du maître d'œuvre sur les études d'exécution nécessaires au démarrage des travaux.

### **8-3. Echantillons - Notices techniques - Procès-verbal d'agrément**

Le titulaire est tenu de fournir à ses frais tous les échantillons, notices techniques et procès-verbaux d'agrément demandés par le maître d'œuvre et ce dans les délais prévus par celui-ci.

### **8-4. Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers**

Pour l'application des articles 31 à 34 du CCAG, le titulaire doit tenir compte des compléments suivants :

#### **8-4.1.** Installation des chantiers de l'entreprise

Par dérogation aux articles 9.1.1 et 31.1.2 du CCAG, l'installation des chantiers de l'entreprise bénéficie des facilités suivantes données par le maître d'ouvrage :

L'installation des chantiers de l'entreprise bénéficie des facilités suivantes données par le maître d'ouvrage :

- Les installations, matériels, fluides et énergie, ci-après désignés, sont à la disposition du titulaire pour l'exécution des travaux : Eau et électricité aux conditions suivantes : article 3-2.2

L'établissement et l'entretien des installations suivantes sont pris en charge par le maître d'ouvrage : sanitaire (*le maître d'ouvrage se laisse la latitude, au vu de l'usage, de ne plus mettre à disposition celle-ci*).

#### **8-4.2.** Lieux de dépôt des déblais en excédent

Sans objet

#### **8-4.3.** Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS)

##### **A - Principes généraux**

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du Travail ne sont pas modifiées.

L'intervenant qui a déplacé un dispositif de sécurité collectif, a l'obligation et la charge de le remettre en place immédiatement.



Les dispositifs de sécurité (échafaudage de façade, filet de protection, etc.) mis en place par un intervenant pour l'exécution de ses prestations spécifiques ne peuvent être déplacés ou modifiés que par celui-ci.

Ces installations restent sur le chantier tant qu'elles sont nécessaires à un corps d'état quelconque dans la limite des calendriers contractuels.

#### **B - Obligation du titulaire vis à vis de ses sous-traitants**

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions du code du travail (4<sup>ème</sup> partie, livre V, titre III) et les stipulations du présent marché relatives à la coordination SPS.

**8-4.4.** Signalisation des chantiers à l'égard de la circulation publique : Les stipulations du CCAG sont applicables.

**8-4.5.** Maintien des communications et de l'écoulement des eaux : Les stipulations du CCAG sont applicables.

**8-4.6.** Démolition de constructions : Les sujétions de dépose et tri des produits de démolition ou de démontage sont précisées dans le CCTP.

**8-4.7.** Emploi d'explosifs- Engins explosifs de guerre – Matériaux dangereux

L'emploi des explosifs est interdit.

Le lieu des travaux est susceptible de contenir des matériaux pollués ou polluants.

**8-4.8.** Dégradations causées aux voies publiques

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

### **8-5. Sujétions résultant de l'exploitation du domaine public ou privé**

Les prix et les délais d'exécutions visés à l'article 4-1 du présent CCAP tiennent compte de ces sujétions.

### **8-6. Registre de chantier**

Les dispositions du CCAG s'appliquent.

## **ARTICLE 9. CONTROLES ET RECEPTIONS DES TRAVAUX**

### **9-1. Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux**

Les essais et contrôles d'ouvrage ou parties d'ouvrages prévus par les normes homologuées listées au CCTP sont réalisés dans les conditions fixées par celui-ci à la diligence et aux frais

du titulaire. Les essais et contrôles non prévus au CCTP et demandés par le maître d'œuvre sont à la charge du maître d'ouvrage. Par dérogation à l'article 38 du CCAG, en cas de résultats non conformes aux exigences du CCTP, leur coût est supporté par le titulaire.

## **9-2. Réception (cf article du CCTP)**

### **9-2.1.** Réception des ouvrages

Par dérogation aux articles 41.1 à 41.3 du CCAG, la réception a lieu à l'achèvement des travaux relevant de l'ensemble des lots ; elle prend effet à la date de cet achèvement ;

La procédure de réception se déroule, simultanément pour tous les lots, comme il est stipulé à l'article 41 du CCAG.

La réception des ouvrages désignés ci-après : ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves définies aux articles du CCTP.

Par dérogation aux articles 41.1.2 et 41.1.3 du CCAG, dans le cas où le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage n'ont pas fixé la date des opérations préalables à la réception, la réception ne sera pas acquise.

La société de maintenance sera également présente et un PV de prise de possession des installations sera établi afin de faciliter l'exploitation du nouveau système, matériel.

### **9-2.2.** Réceptions partielles

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

## **9-3. Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d'ouvrage**

La prise de possession de certains ouvrages ou parties d'ouvrages sera précédée d'une réception partielle dans les conditions suivantes : un état des lieux contradictoires se fera entre l'entreprise et les utilisateurs pour que la zone soit rendue au passage du public, le jour J. La société de maintenance sera également conviée.

Lors des réunions de chantiers, un nouveau passage sera réalisé pour acter cette réception "partielle". Une mention dans le compte rendu sera réalisée.

## **9-4. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages**

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

## **9-5. Documents fournis après exécution (cf article du CCTP)**

Le contenu du dossier des ouvrages exécutés (DOE) est fixé comme suit :

- Les plans d'exécutions conformes aux ouvrages exécutés ;

- Les notices de fonctionnement ;
- Les prescriptions de maintenance ;

En complément, les documents ci-dessous doivent être fournis au format physique numérique ou papier :

Tous documents à présenter au passage de la commission de sécurité.

## **9-5 Délai de garantie**

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

## **9-6 Garanties particulières**

Sans objet.

## **ARTICLE 10. RESILIATION**

Par dérogation à l'article 50.3.1 du CCAG :

- L'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP peut entraîner, sans mise en demeure préalable, la résiliation du marché pour faute du titulaire, par décision du Représentant du pouvoir adjudicateur, aux frais et risques du déclarant.
- Dans l'hypothèse où le titulaire ne produit pas les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et 8 du Code du Travail conformément aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP ou aux articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail, le représentant du pouvoir adjudicateur peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, faire exécuter les prestations à ses frais et risques.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, le représentant du pouvoir adjudicateur peut résilier le marché pour ce motif, conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP et dans les conditions de l'article 51.1.2 du CCAG.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en sauvegarde, en redressement judiciaire ou en liquidation judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, le représentant du pouvoir adjudicateur peut résilier le marché dans les conditions de l'article 50.1.2 du CCAG.

Dans le cas de résiliation pour faute du titulaire nécessitant une mise en demeure, cette dernière doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai ; à défaut d'indication de délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au maître d'ouvrage.

Dans le cas où le représentant du pouvoir adjudicateur résilie pour motif d'intérêt général, le pourcentage d'indemnisation prévu au premier alinéa de l'article 50.4 du CCAG est fixé à 5%.

Dans le cadre d'une résiliation nécessitant l'inventaire des matériaux approvisionnés ainsi que l'inventaire descriptif du matériel et des installations de chantier, le titulaire, ou ses ayants droits, tuteur, administrateur, ou liquidateur seront convoqués par lettre recommandée avec avis de réception postale ou sous forme électronique dans les conditions fixées à l'article 1-3.10 ci-dessus.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non-respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

## **ARTICLE 11. OBLIGATION DE RENSEIGNEMENT D'UN QUESTIONNAIRE DIVERSITE-EGALITE FEMMES HOMMES AVANT LA FIN DU MARCHE**

Le ministère de la Justice a obtenu le 8 mars 2022 l'alliance du label égalité professionnelle et du label diversité décernée par l'Association française de normalisation (AFNOR). Ce double label vient récompenser l'engagement du ministère dans les domaines de l'égalité entre les femmes et les hommes, de la promotion de la diversité et de la lutte contre les discriminations. A ce titre, le ministère est attentif dans le choix de ses contractants comme dans la réalisation des prestations, au respect des dispositions législatives et réglementaires en la matière. Au-delà du respect de ces dispositions, le ministère est sensible aux actions conduites par ses prestataires dans ce domaine au sein de leur entreprise.

Dès lors et en application de l'article L.2112-2 du code de la commande publique, le titulaire doit s'engager au titre de l'exécution du marché, dans une démarche d'amélioration continue de la qualité de ses pratiques sociales en matière de prévention des discriminations, ainsi que la promotion de l'égalité des chances et de la diversité notamment l'égalité entre les femmes et les hommes.

Ainsi, le titulaire s'engage à renseigner le questionnaire disponible via l'URL ci-dessous, deux mois avant la date de fin du marché :

[https://s1.sphinxonline.net/surveyserver/s/ENQUETESJUSTICE/Diversite\\_Discriminations\\_Egalite\\_2021/questionnaire.htm](https://s1.sphinxonline.net/surveyserver/s/ENQUETESJUSTICE/Diversite_Discriminations_Egalite_2021/questionnaire.htm)

Les informations renseignées dans le présent questionnaire doivent être limitées aux prestations qui font l'objet du marché et aux moyens humains affectés à l'exécution des prestations du dudit contrat.

Pour rappel, ce questionnaire a également été renseigné lors de l'attribution du présent marché.

## **ARTICLE 12. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX**

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP, de l'AE et du CCTP sont apportées aux articles suivants des documents ci-après :

CCAP 1-6.3.4	déroge à l'article	8.1.3 du CCAG
CCAP 3-2.2	déroge à l'article	9.1.1 du CCAG
CCAP 3-2.3	déroge à l'article	14.4.3 du CCAG
CCAP 3-2.5	déroge à l'article	13.4.4 du CCAG
CCAP 3-2.7	déroge à l'article	9.4 du CCAG
CCAP 3-6	déroge à l'article	14.4.3 du CCAG
CCAP 8-1	déroge à l'article	28.2.2 2ème alinea du CCAG
CCAP 8-1	déroge à l'article	28.2.2 3ème alinea du CCAG
CCAP 8-4.1	déroge aux articles	9.1.1 et 31.1.2 du CCAG
CCAP 8-4.2	déroge aux articles	9.1.1 et 31.2 du CCAG
CCAP 9-1	déroge aux articles	38 du CCAG
CCAP 9-2.1	déroge aux articles	41.1 à 41.3 du CCAG
CCAP 9-2.1	déroge aux articles	41.1.2 et 41.1.3 du CCAG
CCAP 9-5	déroge à l'article	40 du CCAG
CCAP 10	déroge à l'article	53.3.1 du CCAG
AE 3-1	déroge aux articles	28.1 et 18.1.1 du CCAG